

M. MORRIS—Je ne suis pas prophète ni fils de prophète, mais je suis prêt à maintenir que ma prédiction se réalisera plutôt que celle de l'hon. monsieur, qui vient de dire que ce projet n'amènera que déception. (Écoutez ! écoutez !) On a exprimé la crainte que la confédération amènera la rupture des liens qui nous unissent à l'Angleterre ; mais il dépendra de nous que ce malheur arrive ou n'arrive pas. Avec une liberté entière, un gouvernement responsable, l'avantage d'une position plus maquante et la protection de l'Angleterre, pourquoi chercherions-nous à briser ces liens ? qu'y gagnerions-nous ? Qu'est-ce qui pourrait nous porter à former d'autres alliances ? (Écoutez ! écoutez !) Qu'aurions-nous à envier au pays voisin, harcelé comme il l'est par les nombreux et lourds impôts créés par les nécessités de son affreuse guerre civile, pour désirer nous incorporer à lui ? Expliquez-moi comment cette union pourra nous affaiblir ou diminuer notre affection pour la Grande-Bretagne. A ceux qui croient que la confédération de ces colonies isolées n'augmentera pas leur puissance, de prouver ce fait presque inouï que l'union ne fait pas la force. (Écoutez ! écoutez !) Je vais dire, moi, comment cette union perpétuera notre alliance avec la Grande-Bretagne. Chacun sait que depuis peu l'Angleterre a radicalement changé de politique à l'égard de ses colonies. Sa politique a maintenant pour but de nous laisser la plus grande liberté dans nos relations avec l'empire. A part de l'allégeance et de notre loyauté, quelle est, après tout, la nature du lien qui nous unit à la Grande-Bretagne ? Qu'est-ce autre chose qu'un lien fédéral ? Voilà tout ce qui nous lie à l'Angleterre, et la preuve de ce que j'avance se trouve dans ce que je vais citer d'un publiciste anglais assez renommé :—

"La nouvelle politique adoptée pour les colonies" dit-il, "est de nature à perpétuer l'alliance des colonies avec l'empire."

Je pense qu'elle grandira la position de ces provinces comme partie de l'empire britannique, et qu'elle assurera pour nous la permanence de la constitution de ce royaume, tout en resserrant les liens qui nous unissent à lui. (Écoutez ! écoutez !) Avec lord DURHAM, ce profond politique, je crois qu'elle "donnera au colon de l'Amérique britannique du Nord une *nationalité* qui lui sera propre, en élevant ces petites sociétés peu importantes à un Etat qui aura quelque importance nationale, en donnant ainsi à

leurs habitants un pays qu'ils ne désireront pas voir absorbé par leurs puissants voisins." Et c'est aussi, M. l'ORATEUR, ce que voient nos voisins. Peu de temps après le départ du duc de NEWCASTLE de ce pays, l'attention fut attirée sur la question d'une union des colonies, non-seulement en ce pays, mais en Angleterre et aux Etats-Unis. Dans un article qu'il publia alors, le *Courier and Inquirer* de New-York en vint à la conclusion "que l'union serait un moyen de perpétuer les relations entre les deux pays, et que ce changement de gouvernement ne rencontrerait pas d'obstacles sérieux." (Écoutez ! écoutez !) Que l'hon. député de Chateauguay réfléchisse sur cette opinion. Mais, M. l'ORATEUR, en consultant l'histoire, on trouve singulier de voir combien cette question a occupé les différentes colonies. Avant la révolution américaine, BENJAMIN FRANKLIN suggéra un plan de fédération des anciennes colonies de l'Angleterre sur ce continent, lequel, a-t-il dit plus tard, eut empêché la rupture survenue entre elles et la mère-patrie. Je vais oter le passage qu'il écrivit après la révolution et dans lequel il parle de ce projet :—

"Je proposai et dressai un plan à l'effet d'unir toutes les colonies sous un même gouvernement, en ce qui concerne les défenses et les autres fins d'une importance générale. D'après ce plan, le gouvernement général devait être administré par un président-général nommé et maintenu par la couronne, et par un conseil général, dont les membres auraient été choisis par les représentants du peuple des diverses colonies réunis en leurs assemblées respectives. Le plan fut adopté dans le congrès, mais les assemblées des provinces le rejetèrent, pour la raison qu'il renfermait trop de prérogatives, et en Angleterre il fut jugé comme étant trop imbu de l'esprit démocratique. Ces différentes raisons qui firent rejeter mon plan me firent aussi croire qu'au point de vue politique il occupait réellement un juste milieu, et, à l'heure qu'il est, je suis encore d'opinion qu'il eût été heureux que les deux partis l'eussent adopté. Les colonies ainsi unies auraient acquis assez de force pour se défendre elles-mêmes ; l'Angleterre, par conséquent, n'aurait eu que faire de nous envoyer ses troupes, et le prétexte que l'on prit ensuite de taxer l'Amérique et la lutte sanglante qui en résulta eussent été évités."

N'est-il pas singulier de voir qu'il y a près d'un siècle, BENJAMIN FRANKLIN, pour remédier aux difficultés qui existaient alors entre les colonies, ait suggéré un projet d'union semblable à celui qui est maintenant devant la chambre ? Ne voit-on pas dans ce fait une preuve de la sagesse de ses auteurs, qui connaissaient par l'histoire les difficultés que rencontrait le gouvernement des autres